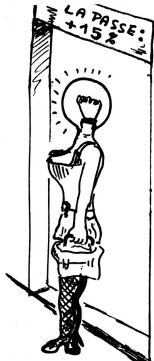


le p'tit rouge de Touraine



N° 5 · 1^{er} Avril 76 · 10 rue Jean Macé 37000 Tours · CP:57341 · 3,50f

mensuel d'information sociale et culturelle



Appel pour une autoreduction 15% EDF

DEPUIS LE 1^{ER} MARS, LES TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ ONT AUGMENTÉ DE 15% (CEUX DU GAZ DE 10%). LES SYNDICATS VONT BIEN PROTESTER CONTRE LA VIE CHÈRE, MAIS EN FAIT PERSONNE NE RÉAGIT VRAIMENT, "LE MONDE" (20.02.76) SE PERMET DE "féliciter le gouvernement de pratiquer la vérité des prix ... d'autant plus nécessaire pour inciter les citoyens à économiser l'énergie..."

IL FAUT VRAIMENT ÊTRE UN JOURNAL "OBJECTIF" POUR OSER ÉCRIRE UNE TELLE IGNOMINIE.

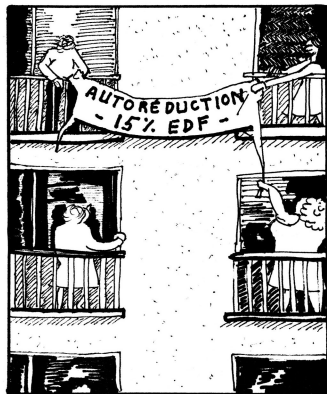
LA VÉRITÉ DES PRIX, C'EST L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE :

- POUR PLUS D'UN MILLION DE CHÔMEURS ET LEURS FAMILLES ;
- POUR LES PAYSANS QUI, DE L'AVIS MÊME DU GOUVERNEMENT, VONT, CETTE ANNÉE, ÊTRE LA SEULE CATÉGORIE À VOIR LEURS REVENUS BAISSER ;
- POUR TOUS LES TRAVAILLEURS, ET D'ABORD LES PLUS DÉFAVORISÉS, DONT LE REVENU AUGMENTE TOUJOURS MOINS VITE QUE LES PRIX.

QUI DOIT ÉCONOMISER L'ÉLECTRICITÉ ? LES TRAVAILLEURS AINSI TOUCHÉS OU E.D.F., DONT LES CENTRALES NUCLÉAIRES CONSOMMENT ACTUELLEMENT PLUS D'ÉLECTRICITÉ QU'ELLES N'EN PRODUISENT, OU TOUS LES PROPRIÉTAIRES DE MAGASINS, DE FIRMES PUBLICITAIRES QUI NE RESPECTENT PAS LES LOIS SUR L'EXTINCTION DE LEURS VITRINES ET DE LEURS ENSEIGNES LA NUIT, OU TOUTES LES ENTREPRISES OÙ SE GASPILLEN, JOUR ET NUIT, LUMIÈRE ET AIR CONDITIONNÉ ÉLECTRIQUES ?

IL Y A UN AN, 150 000 TRAVAILLEURS ITALIENS, à la suite de divers mouvements d'"autoriduzione" modifiaient d'office leurs quittances d'électricité. 800 000 familles furent touchées par ce mouvement caractérisé par son absence de coordination centrale et sa popularité. À tel point que les grandes centrales syndicales durent négocier avec le gouvernement jusqu'au retour des anciens tarifs.

EN FRANCE, se développent depuis plusieurs mois quelques actions parcellaires d'autoredution (des loyers à Paris, Lille, Neuilly-Plaisance), de refus des transports payants (bus gratuits à Toulouse et Grenoble, portes ouvertes dans le métro parisien...).



REGROUPONS-NOUS POUR MULTIPLIER L'INFORMATION SUR CES INITIATIVES.

J'EN APPELLE AUX COMITÉS DE CHÔMEURS ET AU JOURNAL "L'OFFICIEL DU CHÔMAGE",
J'EN APPELLE AUX MILITANTS ÉCOLOGISTES, LES AMIS DE LA TERRE, L'APRE, LA GUEULE OUVERTE ET LES AUTRES,
J'EN APPELLE AU MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE ET À TOUS LES GROUPES NON-VIOLENTS,
J'EN APPELLE À "LIBÉRATION" ET À TOUS CEUX QUI MÈNENT UNE RECHERCHE SUR LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE,
J'EN APPELLE À TOUS LES SYNDICATS ET À TOUS LES MOUVEMENTS POLITIQUES.

REFUSONS DE CAPITULER DEVANT LA PLANIFICATION DE NOS VIES PAR LES TECHNOCRATES
REFUSONS TOUT DE SUITE L'AUGMENTATION DE L'E.D.F.

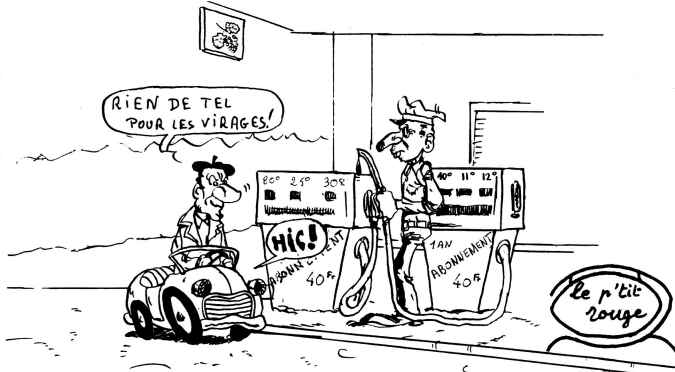
UNE CERTAINE IDEE DE L'INFORMATION

Suite à la projection du film "Bas les masques" au Studio, s'ouvrait en présence de divers représentants de la presse locale un débat sur l'information en Touraine. Une première intervention posait le problème en termes de types de presse. A savoir, d'abord la Nouvelle République, LE journal local considéré par beaucoup comme l'organe d'information "neutre et objectif". Puis les journaux organes de Partis (la Voix du Peuple, Combat Socialiste, PSU Touraine...) de syndicats (Tours en lutte pour la CFDT Touraine Syndicaliste pour la CGT) ou d'homme politique (l'Espoir, organe de Royer). Enfin le canard de contre information (selon l'expression consacrée) que vous avez entre les mains et qui n'est l'organe de personne et qui veut se battre pour redonner la parole à tous ceux qui vivent l'événement. Ces 3 types de journaux recouvrent bien sûr 3 conceptions totalement différentes de la presse et c'est ce qu'il eut été intéressant d'approfondir. Mais en fait le débat n'eut pas lieu. Il a été discuté beaucoup de la Nouvelle République et du monopole sans qu'à aucun moment on pu vraiment aborder le fond du problème, à savoir quelle conception de l'information. C'est un peu ce à quoi nous essayons de répondre.

Le P'tit Rouge en est à son 5ème numéro. Depuis novembre nous avons essayé de rendre compte à tous ceux qui nous ont lu d'un certain nombre d'événement tels qu'ils sont apparus à nos yeux ou aux yeux de ceux qui les ont vécu. A chaque fois nous avez pu constater que sur ce cont nous parlions, les autres journaux locaux s'étaient tus ou avaient relâché l'événement différemment.

Mais au P'tit Rouge quand nous avions démarré nous avions de bien belles idées sur ce que nous voulions faire, et bien peu de pratique. Rendre la parole à ceux

qui luttent, donner une information autre que celle de la NR, se battre sur son terrain. Une aventure difficile était engagée et on s'est vite aperçu qu'il était plus facile de rêver faire un canard que de s'y atteler vraiment. De par notre passé (militants en rupture de ban, intellectuels ou non) il n'était pas aisé d'écouter simplement. Plongé que nous sommes dans nos têtes il faut réapprendre à s'exprimer dans un autre langage pour être accessible à tous. Développer une information nouvelle, ouvrir



on est pas tout seul !



La première réunion nationale de "Contre-Presse Locale" a eu lieu fin février à Paris (on a pu y rencontrer "La Criée" de Marseille, "Klapperstein 68" de Mulhouse, l'ancêtre de la presse libre, "Le Clampin Libéré" qui a des ennuis, etc...). Bien que tous différents, nous avons un point commun : nous sommes tous des canards de "contre-information locale et d'expression populaire". Un dessein commun relie cette presse parallèle qui se développe en France depuis 2 années (une bonne cinquantaine de titres en tout), à savoir ne plus laisser le monopole de l'information aux affabulateurs et manipulateurs qui l'ont utilisé jusqu'ici comme un instrument de pouvoir à leur profit.

A cette réunion, il a été décidé de :

- soutenir les autres journaux, particulièrement en cas de procès (cf Le Clampin) ;
- collaborer régionalement et nationalement : échange de dossiers, coordination pour soutenir les luttes...
- élaborer en commun un n° "Spécial-Vacances". Il devrait contribuer à faire connaître la presse parallèle à de nouveaux lecteurs.
- aider au développement d'une nouvelle presse pour qu'elle soit partout.

Ca fait du bien ... de ne pas se sentir seul !

te, débloquent des situations en apportant des témoignages de la vie de tous les jours, sur les luttes c'était encore une fois plus facile à imaginer qu'à réaliser effectivement.

(Ré)-appréhender aux gens qui vivent l'événement à donner leur avis, connaître, critiquer, dénoncer ce qui est caché c'est ce que nous désirons permettre.

En confrontant toutes nos belles idées avec la pratique de la réalisation du journal, nous luttons à chaque article (que nous faisons ou qui nous vient de l'extérieur) entre notre volonté de faire un journal donnant un autre type d'information, lisible par tous et tout un langage acquis compréhensible seulement par un groupe d'initiés.

Cette certaine idée de l'information que nous avons est très difficile à mettre en pratique, c'est avec vous que nous la mettrons en application pour mieux soutenir les luttes en cours et à venir.

abonnez-vous !

NOM
PRENOM
RUE
N°
VILLE

souscrire un abonnement
d'un an à 40 francs +
un disque au choix

- Bulle Ogier
- Cadences
- Judith Reyes
- à défaut vous m'en enverrez un autre



LE « CLAMPIN » POURSUIVI
POUR DIFFAMATION

Mr Muffagri ancien directeur du CHR de Lille exige du "Clampin" 10 000 F de "réparation" pour "l'atteinte à son honneur et à sa considération".
Le Clampin Libéré est l'équivalent Lillois du P'tit Rouge. Il avait présenté dans son numéro de février un dossier sur les conditions de travail et la gestion du CHR de Lille.
Il y a là la volonté d'étouffer le Clampin qui comme nous s'efforce de briser le mur du silence, de la complicité et de la médiocrité de la presse régionale.
Une affaire à suivre pour sauver la presse libre.

2,50 par numéro
abonnement : 40 frs
pour six numéros
Serge Profit
Kerbat en Communauté
32240 - LANVOLLON

Editions de la Grappe
10 rue Jean Jaurès
87000 TOURS
Directeur de Publication :
Dominique Murau
N° CPPAP : 57361
Imp : E. Vincent - Tours
Dépôt Legal : 2° Trim. 76
CCP : 3805-43A NANTES

PEUR SUR LA VILLE

Nous ne rappellerons pas les attentats commis ces derniers temps à Tours, (cf. le p'tit rouge N°4); nous allons essayer d'aller un peu au fond des choses.

Tous ces attentats ont été "signés", soit par un groupe connu: le "front de la jeunesse", soit du sigle "Citadelle" le deuxième étant une couverture du premier. D'où viennent ces individus ?

Pour une bonne part, ce sont les déchets d'un groupe qui a fait parler de lui il y a deux ans: le G.A.J. (Groupe Action Jeunesse) dont le chef: Jean Charraux, assurait le service d'ordre à monsieur Royer pendant les élections présidentielles.

Ce groupe, maintenant disparu, est l'auteur de plusieurs agressions au cours des deux dernières années.

Le "front de la Jeunesse", constitué début 1975 n'a fait parler de lui que dernièrement.

Nationalement, sous le couvert d'un soit-disant "groupe d'intervention nationaliste" il s'est rendu responsable d'une multitude d'agressions.

Localement, l'apparition du "front de la jeunesse a coïncidé avec celle de "Citadelle". Les mauvaises langues prétendent même que tout ça, c'est la même bande...



A la suite des agressions, des plaines ont été déposées, contre les deux animateurs locaux du "front de la jeunesse: Messieurs Paul Doliveux, étudiant en sciences, et Pascal Cailliet; étudiant en Droit. Diverses organisations politiques ont soutenu ces plaines. Pourquoi?

Il s'agit de mettre les pouvoirs publics en face de leurs responsabilités. En effet, les activistes d'extrême-droite ont toujours été peu nombreux, et la plupart d'entre eux sont connus. Or, ils n'ont jamais été inquiétés malgré le nombre d'exactions qu'ils ont commises.

Bien mieux, ils ont des appuis jusque dans l'entourage des édiles locaux. En effet, lorsqu'on regarde de près dans ce milieu, on trouve derrière la poignée de nerfs agissants des gens "biens sous tous rapports" et ayant pignon sur rue.

Tel ancien activiste OAS est devenu le patron d'un bar du centre ville, tel autre, financier actif de l'extrême-droite est négociant, entrepreneur, voire même commerçant de luxe. Les fanatiques des groupes comme "Citadelle" ne sont que la partie émergée d'un iceberg nousaflond.

Le but des plaintes est de dénoncer la présence de tels individus dangereux, d'abord, mais aussi de porter sur la place publique tout un ensemble de faits jusqu'à présent ignorés de beaucoup de Tourangeaux.

Mais il est évident que cette action ne conserve son sens que si elle aboutit publiquement. Malheureusement, ça ne se fera pas tout seul, tout le monde n'ayant pas intérêt à ce que certaines vérités soient connues.

A ferme, le but de cette action est de stopper le climat de violence que cette poignée d'individus tentent d'instaurer.

Ce climat, seul, a pu permettre, par exemple, l'agression commise dernièrement contre des étudiants progressistes Turcs. Même si les fascistes de "Citadelle" n'en sont pas directement responsables, cette dernière exaction s'inscrit dans un contexte qu'ils ont créé.

A l'heure où nous mettons sous presse aucun élément nouveau n'est apparu. Une fois de plus, l'enquête pîtime. Ah! si seulement on pouvait mettre tout ça sur le dos d'un quelconque Carlos!...

Maigret.

P.S. Le mouvement "Citadelle" est un mouvement pro-nazi dissous en 1956.

P... comme POLICE (3)

par Jean-Aymar DHEBOURIC

et Edith MOREAU-VASH.

Avec de soi disants complots, le régime met tout doucement le pays en condition et l'amène à accepter en matière de Police et de Justice les mesures les plus arbitraires. Nous en serons bien tôt aux sinistres tribunaux du gouvernement de Vichy et nous reverrons en action des magistrats tels que ceux dont le film "Section Spéciale" nous a rappelé le souvenir. Mais, comme dans tout régime fasciste, la plus grande menace d'opposition efficiente est constituée par les jeunes: jeunes ouvriers ou jeunes étudiants. Pour les jeunes travailleurs je ne m'étendrai pas sur le sujet. Citons entre autres les polices particulières dans les usines et les entreprises, les chiens lous spécialement dressés, la CFT et ces autres chiens que sont les bri- seurs de grève fournis par certains organismes de travail temporaire, et venons en tout de suite, pour le plus grand bien du ministre Sisoëns à la question des étudiants: des jeunes enseignants quant aux mesures de repérage, mouchardage, filocage et coercition dont ils peuvent être l'objet de la part des services de police et de Sécurité Militaire. Tout d'abord pré- cisons qu'entre RG et DST qui sont des services de police civile l'Unité Sécurité Militaire la collaboration est constante et efficace. Elle a toujours existée mais depuis 1958 elle a été décuplée en corrélation avec l'autorité en ce domaine des polices parallèles, notamment le SAC. Il faudrait un volume pour esquisser seulement le mécanisme, aussi donnerais nous simplement quelques exemples de procédés employés. Raffles à toutes occasions de jeunes susceptibles d'être de "gauche" et filocage par la police (établissement de fiches dactylographiées). Activité décuplée du trop fameux et trop ignoré service des Renseignements Généraux Administratifs, sis rue du Faubourg St Honoré à Paris. Le service, à l'origine destiné à effectuer des enquêtes administratives sur des fonctionnaires susceptibles d'occuper des emplois de responsabilité aux plus hauts échelons, comme sur des candidats à des emplois d'autorité dans la fonction publique (ENNA, Police, Justice...) a vu ses effectifs accrus. Il est notamment accru depuis 1968 sur les enseignants et les étudiants qui postulent à la Fonction Publique. Des Recteurs d'Académie bien connus pour leur obligeance au régime ont fourni de rapports émanant de ces services des Renseignements Généraux auxquels ont accès à volonté aux fichiers et dossiers de police. Et puisque nous abordons ce chapitre, citons en passant les questionnaires à caractère partiellement politique soumis dans les années 1968/70 à des professeurs candidats à des postes de directeur de CEG dans certaines académies pilotes, dont celle d'Orléans -Tours où fut posée cette question: "Si vous étiez sollicité pour faire partie d'une liste électorale de la majorité, lors d'élections dans le lieu où vous exerceriez vos fonctions directrices, accepteriez-vous?"

à suivre

les municipales... c'est parti !

Avec le printemps, nos boîtes aux lettres ont fleuri et accouché d'une magnifique brochure intitulée "Ville de Tours 77 millions d'impôts. Pour quoi faire ?" 40 pages en 3 couleurs avec de magnifiques photos, des tas de graphiques tentent de nous expliquer pourquoi les Tourangeaux paient tant d'impôts.

Sous prétexte d'informer, cette brochure n'est en fait qu'un rapport d'autosatisfaction du maire de notre bonne ville. Les chapitres "Construire et aménager", "Les monuments", "les transports en commun", "la culture", "les sports" nous convainquent à coups de zéro que notre argent est bien employé. En fait tout ce que Royer entend écouler cher. Trop cher par rapports aux services rendus au tourangeau moyen. Lignes de bus électriques, grandes rocade autoroutières, fêtes musicales (alors qu'aucun moyen n'est donné

au Centre Dramatique de Tours, au Théâtre du Pratos...) Des exemples on pourrait en citer des mille et des cents...

Cette politique de prestige se paie. Et l'argent dépensé en bus électriques, festivals élitistes, installations sportives Olympiques, n'aurait-il pas mieux valu le dépenser en développement et amélioration des transports en commun classiques, en installation de couloirs de circulation cycliste, en aide à la création artistique des groupes locaux (danse, musique, théâtre...). Jet en développant une véritable animation, pour ne citer que quelques exemples.

Monsieur Royer a choisi le prestige, le sien et celui de Sa Ville, qui ne sera bientôt plus celle de ses habitants, mais une belle vitrine glacée où la Quiltée de la Vie, modèle 76 sera à ceux qui pourront la payer.



"Le bus électrique ça marchera !"

Mon copain "Grandes Oeilles" qui a des écouteurs partout, vient de me faire un petit rapport sur le bus électrique :

Il semblerait qu'à la SEMITRAT on ne soit pas tout à fait satisfait de ce véhicule ; D'abord la ligne actuellement expérimentée est beaucoup moins fréquentée qu'à ses premières semaines, c'est vrai d'ailleurs qu'on voit ses bus de plus en plus vides. A mon avis la curiosité passée la nouveauté vieillit les bus électriques n'attirent plus. Il est vraisemblable que leur utilité, leur nécessité dans le centre ville soient à remettre en cause. Le bus électrique n'est plus, n'est pas un service.

Le véhicule actuel n'est pas au point, il donne des inquiétudes notamment au point de vue technique : Les amortisseurs ne résistent pas aux 4 tonnes de batteries transportées, l'utilisation des accumulateurs "au plomb" est un très gros handicap. D'ailleurs dans ce domaine la technologie plafonne et il n'y a pas encore de possibilités industrielles de remplacement ou d'amélioration des rendements des batteries ; contrairement à ce que Monsieur Royer déclare lui-même.

Le moteur électrique donne également des inquiétudes, ainsi ce n'est pas seulement le véhicule qu'in'est pas au point mais aussi le mode de traction.

Il y a encore des études et des expérimentations à faire avant de rendre le bus électrique utilisable dans les transports urbains ; l'expérience de six mois réalisée à Tours est sûrement d'un grand service pour les constructeurs, mais de là en vouloir absolument dans notre ville est peut-être exagéré. Pourtant Royer a dit !

Il veut des bus électriques, il en aura. La décision prise avant même les expérimentations donne des signes d'échec, qu'importe le contribuable tourangeau payera et les chômeurs ne bénéficieront pas de la gratuité des déplacements, au nom de la légendaire morale de notre maire : Ambition, prestige, autoritarisme.

—OLO

Papinski et quelques autres

A l'appel du SGEN-CFDT une réunion s'est tenue salle Balzac sur divers cas de répression dans l'Education. Papinski, qui a entamé un tour de France d'information était présent. Deux cas de répression dans la Région étaient évoqués, l'affaire Deguet et l'affaire Pouvillon.

Interdit de séjour

Deguet a été nommé instituteur suppléant en I & L en septembre 70. Il effectue en classes pratiques des remplacements de maîtres partis en stage. Nommé successivement aux CES Rabelais, Michelet et Jules Ferry, il ne correspond pas à l'image officielle du "bon enseignant". Et, à la suite de rapports défavorables de ses chefs d'établissement il est radié de la liste des suppléants. Il faut dire qu'à la même époque il diffuse un tract de l'Ecole Emancipée sur le fascisme quotidien à l'école.

En juillet 71 il est nommé sur un poste de maître auxiliaire dans un CES d'I & L puis dans un autre pour se retrouver en septembre MA à Blois.

Reçu au CAPES il est nommé en septembre 74 au CES Jules Ferry. A la suite de diverses interventions le Ministère le nomme finalement à Blois.

En 75 il demande sa mutation pour l'I&L. Son dossier ne sera pas transmis à l'ordonnateur et sa demande non étudiée par la Commission Paritaire.

En 76 il réitére sa demande. Qui en sera-t-il ? L'Inspecteur d'Académie lui aurait déclaré qu'il n'était plus indésirable en I&L. La mobilisation n'en demeure pas moins indispensable.

Education culturelle

Pouvillon est professeur d'Education culturelle au lycée agricole de Vendôme depuis 73. Il avait poussé à quitter le lycée agricole d'Hyères où sa pratique n'était pas appréciée. Il fait dire, qu'en lycée agricole où on pratique l'éducation culturelle on apprécie l'animation de prestige, type Club Méditerranée et pas du tout celle qui peut faire réfléchir. Il faut dire aussi que les chefs d'établissement y ont un pouvoir énorme.

Depuis son arrivée à Vendôme, Pouvillon est l'objet d'une véritable campagne de diffamation. Le directeur fait courir le bruit qu'il a été sanctionné dans son ancien poste ce qui est faux, et par le bul-

letin de l'Association des Parents d'Elèves (Agarde), il l'accuse (sans le nommer) d'être à l'origine des fugues et départs de 6 élèves (qui n'ont pas eu cours avec lui). Puis par diverses interventions auprès des membres du Conseil d'Administration, il fait voter à ce conseil un textedemandant la suspension de Pouvillon et ajournant le vote du budget tant qu'elle ne sera pas effective. Le Ministre de l'Agriculture s'exécute le Ier Déc. Ce cas n'est pas isolé. De nombreux professeurs ont eu des ennuis avec leur chef d'établissement dans l'enseignement agricole.



Une riposte

Ces quelques cas commencent à être connus. Mais ils ne sont que la partie émergée de l'iceberg. A des degrés divers de nombreux enseignants sont réprimés pour leur pratique pédagogique différente, voire pour leurs idées politiques. Isolés trop souvent victime d'une information qui se fait mal, ils se taisent et subissent.

L'affaire Papinski, en faisant éclater au grand jour la répression quotidienne revêt une grande importance. Le pouvoir jauge le rapport de force. Et comme le fait remarquer Papinski, sa défaite ou sa victoire fera jurisprudence. Une mobilisation certaine s'est faite autour de lui. Des comités de soutien nombreux, dont celui de Homécourt (où il enseignait) regroupent beaucoup de parents d'élèves, ont fleuris. Les Syndicats d'enseignants quant à eux sont plus hésitants. Si le SGEN défend maintenant Papinski, la FEN est encore sur une position d'attente. Une riposte solide est nécessaire. Car à travers Papinski, Deguet, Pouvillon c'est la liberté de tout enseignant que l'on défend.

Quelle action ?

.Paul Pouvillon passe en Conseil disciplinaire le 23 mars (Tiens ! pendant les vacances) Une grève de soutien avait été prévue ce jour là. Le SGEN appelle à une grève et à une manifestation le 18 mars.

.Pour Deguet, une campagne d'information est lancée. Briser le silence, mobiliser tous les enseignants sont les meilleurs moyens d'établir un rapport de force.

.Papinski a entrepris un Tour de France d'information. Parallèlement se développent :

— une campagne de refus de l'inspection avec publication d'un manifeste signé du plus grand nombre possible d'enseignants.

— des mouvements de grève dans les établissements à la venue d'un inspecteur.

EDF & l'école

APPEL DES ENSEIGNANTS

Depuis plusieurs mois l'EDF développe une campagne d'intoxication pronucléaire en diffusant sa publicité massivement auprès des enseignants par l'intermédiaire des Centres Régionaux de Documentation Pédagogique.

Cette publicité vise à conditionner les jeunes en faveur du développement de l'énergie nucléaire.

Les établissements scolaires reçoivent : De nombreuses brochures, des pochettes de diapositives, des offres de prêt de films 16mm, des propositions de conférences qui se déplacent sur demande, des offres de visites de centrales nucléaires, des offres de stages de formation (?) tous frais payés, pour les enseignants.

Des enseignants protestent contre cette campagne et font circuler une pétition.

—OLO

" Nous dénonçons cette campagne d'intoxication, qui s'inscrivant dans les pires traditions de manipulation publicitaire, à pour objet de contourner les critiques que soulève le programme nucléaire et qu'ont dénoncé les scientifiques, chercheurs et enseignants de l'Enseignement Supérieur (Appel des 400^e actuellement plus de 4000) ; les enseignants s'élèvent contre les pressions dont ils sont l'objet de la part du ministère de l'éducation qui leur demande ouvertement de défendre et d'illustrer la politique gouvernementale en matière d'énergie.

Nous appelons tous nos collègues enseignants, animateurs, éducateurs et chefs d'établissement à refuser d'être les agents de publicité de l'EDF.

Texte et signatures à envoyer à :

C. PINEDA 8 rue de Nice
75011 PARIS

DU COTE DE L'ECOLE ...



Par circulaire du 17.12.75, le recteur de l'Académie d'Orléans-Tours, instituant des épreuves de connaissance dans les classes de 5ème des CES de toute l'académie. Extension d'une expérience menée depuis plusieurs années dans l'Indre et le Loiret.

Ces épreuves portant sur le Français et les Mathématiques devaient "favoriser la cohérence des propositions d'orientation, rendue particulièrement difficile à ce palier, par l'hétérogénéité des classes : 5ème, 4ème, CPEN..." Pour les élèves "envasigant" une orientation autre que la classe de 4ème (c.a.d. les Collèges d'Enseignement Technique) Ce seraient un des éléments d'appréciation pour l'affectation dans telle ou telle section.

Beaucoup de professeurs craignent, à tort ou à raison, que ces épreuves servent de critères de sélection et mettent en cause la fiabilité de tels critères pour l'orientation.

vers l'enseignement technique. A l'appel du SGEN et du SNES de nombreux enseignants ont refusé de faire passer ces épreuves ou ont gardé les copies par devers eux.

Les élèves se dirigeant vers les CST à l'issue des classes de 5ème viennent, pour la plupart, des anciennes classes de transition, ou, de toute façon, sont en situation d'échec scolaire (par rapport à l'enseignement donné dans les CES). Il est donc assez contestable de chercher de nouveaux critères d'appréciation dans les domaines du Français et des Mathématiques !

Aux dernières nouvelles le recteur envisagerait de prendre des sanctions à l'égard des professeurs "contestataires" : retenue d'une journée de salaire. Le refus de faire passer ces épreuves étant alors considéré comme une journée de grève, bien que ces professeurs aient assuré normalement leurs cours.

Alors que la participation est sur toutes les bouches, il est curieux de voir comment réagissent certaines autorités, quand on se permet de ne pas être en accord avec des décisions unilatérales !

M.P.

(C) "Classe Préprofessionnelle de niveau"

UNE SEQUESTRATION

La sequestration a beaucoup fait parler d'elle. Décidée en Assemblée Générale de 300 personnes, ce ne fut pas une action de commando qui a retenu pendant près de 23h le Conseil de l'UER Sciences de l'homme de l'Université.

Les conseils d'UER sont les organismes de gestion, élus, des petites cellules de l'Université que sont les UER. Composés en majeure partie de syndiqués, l'objectif des étudiants a pu surprendre. On fait ce n'étaient pas les hommes qui étaient visés mais bien le Conseil qui gère tant bien que mal l'apparition du l'Université est victime. Dans les faits, la sequestration s'est pas trop bien passée. Un certain nombre d'actions ont été commises qui dépassaient le projet initial, et qui ont provoqué une colère noire du corps enseignant. Profitant de ces bavures qu'il a grossi, il a provoqué une rupture avec l'ensemble des étudiants. Créant et entretenant chez ses membres un véritable psy chose de la sequestration, il a menacé de sanctions disciplinaires les sequestrateurs. Mais pouvait-il faire passer en Conseil de discipline quelques 200 étudiants

Après le LOIR et CHER où le recteur annonçait la suppression pour la rentrée prochaine de 42 postes d'enseignants, l'Id. entre dans la danse. 20 postes seraient supprimés pour 40 créations nouvelles. Cette redistribution de postes entraîne diverses conséquences.

Pour les professeurs dont le poste est supprimé, la nécessité de faire dans un délai très bref une demande de mutation sur une liste précise de postes parfois situés très loin. Au sein des établissements touchés par ces suppressions, augmentation des heures supplémentaires et sans doute aussi des effectifs des classes.

Les lycées Balzac et Grammont, premiers touchés par ces mesures ont réagi par des mouvements de grève et une manifestation devant l'Inspection Académique. Les enseignants du CES Grammont ont également été bravés par solidarité avec leurs collègues du secondaire.

Une poursuite du mouvement est envisagée à la rentrée des vacances de Pâques, mouvement qui pourrait s'étendre à l'ensemble des établissements du second degré.

Ce d'autant plus que de nouvelles suppressions auraient été annoncées dans divers CES (Grammont, Arche de Lude ...)

M.P.

MANIF



"Une poignée d'agitateurs" (Alice Saulnier Sefté)

qui avaient passé un moment avec les sequestrateurs. Et devant une juridiction qui n'est pas faite pour juger ce qui se rapporte au maintien de l'ordre (art 3 du décret d'application du 23-3-71 de l'art 38 de la loi Faure).

Face à une riposte brutale et massive des étudiants l'ensemble du corps professoral n'a pu que reculer et condamner radicalement la loi Soisson.

D.M.

POLEMIQUE AU CESA

Dans le P'tit Rouge n°3, "César" a fait un papier qui a fait causer de lui au CESA et dans les facs. Cet article avait le mérite, si mérite il y a, de ne pas accepter aveuglément qu'un conflit soit automatiquement positif. Ce que César a décrit, c'était la première journée de grève au CESA. De là à dire que les 3 semaines de grève ont été du même acabit, il y a un pas à ne pas franchir. Le seul tort de César a été de ne pas faire contrôler son article. Dont acte.

Des étudiants du CESA ont préparé une réponse à l'article de César. Des problèmes de transmission du papier font qu'il ne nous est pas parvenu à temps pour le numéro 4.

Il est à noter cependant qu'au CESA (et malgré les critiques de César) la grève a été très certainement une des plus réfléchies et une des plus démocratiques.

PRDT



ET LES FACULTÉS ?

A l'heure où nous mettons sous presse, les vacances de Pâques posent un point d'interrogation sur le mouvement déclenché depuis plusieurs semaines contre l'arrêt de réforme du 2ème cycle.

A l'heure actuelle, 21 facs se sont prononcées contre la réforme en refusant de transmettre les maquettes d'habilitation est-ce un premier résultat du mouvement ? Le précédent des DEUG en 1973 est présent dans les mémoires, aussi un certain scepticisme se fait jour chez bon nombre d'étudiants. Malgré tout, la mobilisation reste forte : la montée à Paris a mobilisé 3 cars pleins. Au retour, on faisait le point sur les débats du matin à Nanterre, et sur la violence des manifestations parisiennes. Il faut dire que la grande presse, très prolifique sur les exactions d'un millier de prétendus anars, est restée fort discrète sur la fin de la manif. Pourtant, on pouvait voir les CRS charger sans sommation un cortège de plusieurs côtés à la fois.

Panique, bousculades, grenades au Chlore, plusieurs blessés. Cela avait de quoi surprendre les étudiants Tourangeaux habitués aux soporifiques cortèges que l'on connaît ici.

Tout le monde s'est bien promis de se retrouver mobilisés après les vacances de Pâques. Il semble néanmoins que les vacances risquent de compromettre un mouvement qui souffre à Tours de tout un passif dû en partie à la grève de Février et aux derniers événements.

Alors, ce mouvement étudiant, moribond où pas ? Gardons nous bien de l'enterrer trop tôt ; la vague de fond qui secoue actuellement l'Université risque fort de ne pas se briser sur ce simple écueil qu'est une semaine de vacances.

A.G.

« aviss... »

Aux sections syndicales d'entreprises et aux lecteurs.

A l'heure où nousenvoyons le journal à l'imprimerie (mardi 23) la CGESCO à Jous, les établissements Cadoux à St Pierre, la SKF à St Cyr seraient en grève.Seraient parce que personne ne nous l'a dit, personne ne nous l'a écrit,personne n'est venu nous voir comme les copains cheminots l'ont fait.

Vous vous battez pour obtenir de meilleures conditions de travail, de salaire, de vie.Vous allez écrire plusieurs communiqués à la NR qui les passera peut-être mais avec la position du directeur de la boîte. Mais pourquoi rien pour le P'tit Rouge? La publicité faite sur votre lutte,c'est vous qui la faite.Le P'tit Rouge est un moyen à votre disposition pour cela.



VOYER

le doute ...

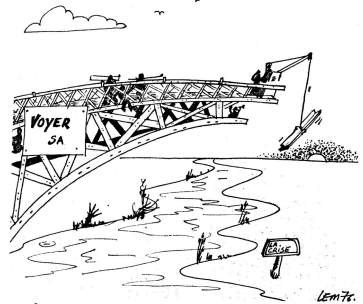
Après plusieurs mois d'incertitudes (cf le P'tit Rouge n° 1 & 2) la situation financière de Voyer a été établie grâce à un apport financier important de l'Etat et des principaux actionnaires.

Seulement au sortir de la crise que Voyer a vécue, de nombreux problèmes subsistent. La confiance des clients revient difficilement, car si certains journalistes de la grande presse ont fait feu de tout bois sur la décadence de Voyer, ils se taisent maintenant sur sa ressurection. En fait il n'y a pas eu de miracle. C'est la cohésion du personnel et sa détermination à conserver son emploi qui a fait céder les pouvoirs publics.

Maintenant ces mêmes pouvoirs publics ne font rien pour aider l'entreprise tourangelaise à trouver du travail.

En effet quand l'Etat désire ouvrir un chantier il fait un appel d'offres. Les entreprises intéressées font des soumissions. Celles de Voyer aux administrations compétentes sont par la force des choses incomplètes et donc refusées. Il manque effectivement les pièces ouvrant la porte aux marchés d'Etat, telles les pièces officielles de bon règlement à l'URSSAF et aux services fiscaux.

Ce que l'Etat a donné à l'entreprise tourangelaise il semble bien qu'il ne l'ait pas digéré et qu'il soit décidé à faire payer le prix de leur victoire aux ouvriers de Voyer.



la chance de VOYER

Le représentant du curateur Mr. Baron a fort à faire pour rétablir la situation dans une société suquée par des vampires dont certains sont peut-être encore en place.

Mr. Baron a su freiner leur ardeur belliqueuse et nous sommes certains qu'il continuera à s'appuyer sur l'ensemble du personnel pour réussir sa mission, c'est à dire rétablir un climat sain propice à une reprise tant espérée. Quant au Cardinal (Mr Reitz, directeur du Memetron) il est toujours là, aussi intelligent, aussi fort, il le sait mais malheureusement il finit par être le seul à le savoir.

D. M. M.

S.N.C.F... S.N.C.F... S.N.C.F

le train-continuu

La seule réponse du gouvernement à nos revendications c'est l'intransigence. Depuis un certain nombre d'années pour le cheminot

- le pouvoir d'achat diminue
- les conditions de travail sont de plus en plus pénibles
- la santé est prise en compte au bon vouloir de la SNCF et à son profit bien sûr

-le chômage n'est plus à écarter

Une fois de plus pour les dernières négociations salariales, la direction n'a rien proposé de positif dans le sens de nos revendications mais bien au contraire elle a encore tenté d'augmenter la division en proposant la création de niveaux hiérarchiques, espérant par ce biais amener les organisations minoritaires (FGAAC-CFTC-FO-FMC) à signer octacord.

La CFDT et la CGT ont appelé les agents de conduite à la grève contre la création d'un niveau T 5 (super conducteur) mais

-pour le reclassement de la filière traction

- un salaire minimum de 2000 F
- 104 repos annuels (au lieu de 100 actuellement)

-augmentation de 35 points pour tous les cheminots (environ 400 F)

la grève

Sur le secteur de Tours conformément à son analyse et fidèle au respect de la majorité des cheminots, la CFDT avait appelé à la grève du jeudi 18 mars 08h00 au samedi 14h00 minimum.

La CGT quant à elle s'en tenait au préavis déposé par les fédérations CGT et CFDT.

assemblée générale

Le 19 mars sur proposition de la CFDT une assemblée générale commune s'est tenue au cours de laquelle deux conceptions de la démocratie se sont affrontées :

-Pour des raisons "politiques" la CGT a une conception légaliste et traditionnelle de l'action. C'est pourquoi elle refuse les grèves au moment de pointe du trafic (qui correspondent aux départs en vacances, aux longs week end, car le trafic voyageur augmente alors que le trafic marchandise régresse)

La CGT refuse aussi la grève avec gratuité du transport pour des trains bien précis (ouvriers en particulier), la grève du

Autant de mode d'action que la CFDT locale préconise depuis longtemps, reflétant ainsi l'opinion de la majorité des cheminots et consciente que ces actions posent de nombreux problèmes à la "clientèle". Mais les voyageurs devraient comprendre que c'est la SNCF et le pouvoir qui sont seuls responsables.

C'est sur ces deux conceptions exprimées au cours de l'assemblée générale que les cheminots auraient dû s'exprimer.

Malheureusement cela n'a pu se faire, la CGT déclarant qu'elle avait décidé en réunion de ses adhérents et sympathisants qu'elle ne discuterait pas du problème de la poursuite du mouvement ni de ses raisons afin de ne pas influencer le débat que la CFDT souhaitait obtenir.

Cependant presque tout le long de l'assemblée la discussion n'a cessé de revenir sur ce sujet, démontrant ainsi que la majorité était d'accord pour continuer.



Ce qui n'a pas empêché la CGT d'inviter adh érents et sympathisants à sortir pour ne pas participer à la décision.

Cette attitude dénote une conception de la démocratie avec laquelle la CFDT de Tours ne peut être d'accord.

Pour nous la décision appartient à tous les cheminots, syndiqués ou non réunis en assemblée générale. Cette attitude a amené un certain nombre de cheminots à quitter la réunion avant la fin.

Nous nous sommes donc retrouvés une quarantaine pour s'expliquer sur le pourquoi et le comment de la poursuite. Il y avait une majorité de non syndiqués, ce qui est encourageant.

Le plus gros handicap était que la CFDT n'avait pas déposé de préavis de grève jusqu'au samedi 20 mars.

Nous pensons que le fait de ne pas être plus nombreux présents, que nous soyons le seul d'être à continuer, que le défaut de préavis ont déterminé la décision : la reprise du travail.

Nous avons après 3 h après que Nantes, et Paris-Lyon continuaient. Ah! si nous l'avions su avant... à suivre

Nous savons que cet article manque de clarté sur un bon nombre de points, mais la place et le temps nous empêchent d'être plus clair. Nous essaierons de le faire dans les prochains numéros.

Un groupe de cheminots CFDT

Les Travailleuses de la



mini lip en touraine

60 mois d'occupation à la COFAL, entreprise de confection située à Loches. Depuis octobre nous sommes en lutte et occupons notre atelier, fermé non par le manque de travail mais à cause d'une mauvaise gestion.

Nous avons occupé pour obtenir ce que l'on nous doit: le tribunal a condamné le patron, nous attendons toujours l'argent qui nous est dû. Inscrites par l'ANPE locale au chômage depuis le 30 décembre, nous venons seulement, au cours de février, de toucher nos premiers sous, après de nombreuses interventions et palabres à l'ANPE. Par contre celle-ci a été plus rapide pour nous envoyer travailler à l'essai dans une autre entreprise de confection de la région, le patron n'ayant pas arrêté de faire des pressions sur la dite ANPE. Est-elle au service des travailleurs ou du patronat?

N'étant pas responsable de la gestion désastreuse de nos anciens patrons, nous avons obtenu après intervention au tribunal de commerce que l'entreprise ne soit pas démantelée et vendue aux enchères. Au mois de décembre un acquéreur s'est bien présenté mais dans ses démarches pour faire redémarrer la boîte "toutes les portes se sont fermées devant lui" comme l'a avoué le maire; aussi il a abandonné.

L'occupation de l'atelier a permis d'offrir en échange d'un soutien financier ce que nous produisons sur place, dans l'atelier où nous voulons travailler: des lapins en peluche.

POUR SOUVENIR LA COFAL EN LUTTE, VOUS POUVEZ ALLER A LOCHES LES VOIR (4 rue Robin 37600) OU ECRIRE, ET ACHETER LES PETITS LAPINS QU'ELLES FABRIQUENT AINSI QUE LES CARTES POSTALES IMPRIMES PAR LES GREVISTES DE CARON-OZANNE A CAEN

Le comité de soutien qui s'est créé dans l'unité la plus large a informé les travailleurs et la population et a popularisé notre lutte. Il comprend ceux qui veulent nous aider, il était soutenu au départ par le PC, PS, PSU, CPDT, CGT, FEN, MRJC, Paysans Travailleurs.

Depuis 60 mois le comité informe et popularise sur les marchés de la région avec l'aide du comité de soutien de Tours (CPDT, PSU, ICR, JOC). Trois galas avec chansons, poésie, danses, théâtre animés par des groupes locaux ou régionaux et des soirées de cinéma ont permis aux travailleurs et à la population de manifester leur solidarité.

Récemment une occupation surprise de la mairie a permis de mettre en évidence l'inefficacité du maire (le conseil municipal ayant voté une motion de soutien) des élus même de gauche et des pouvoirs publics.

Une manifestation dans les rues de Loches pour dénoncer l'inaction des pouvoirs publics a été organisée par le comité avec la participation de travailleurs d'autres entreprises, des lycéens et des enseignants. Pendant plus d'une heure les slogans "Non aux licenciements et au chômage", "défendre la COFAL c'est défendre l'emploi", "travailleurs unis vaincrons" ont pour la première fois retentis aux oreilles du sous préfet.

En désaccord avec les objectifs de la manifestation unitaire et aussi avec l'octroi (1) du comité, en dénonçant son irresponsabilité, le PC s'est retiré du comité et a participé à la manifestation d'une manière séparée.

Aujourd'hui des possibilités se font jour qui ne sont pas à l'initiative des pouvoirs publics. Nous mettrons tout en œuvre pour faire appliquer les accords de redémarrage de l'entreprise, qui sont en train d'aboutir.

Nous rentrerons dans notre entreprise toutes ensemble après avoir signé un protocole garantissant une solution viable et nos revendications.

Ce combat mené par des femmes dans une région sans tradition ouvrière (il n'y a pas eu de grève depuis 1945 dans le privé) montre qu'avec l'appui des organisations syndicales et politiques et de la population, il est possible de se battre contre le démantèlement des entreprises; cela montre que le chômage n'est pas insurmontable, que l'on peut mettre en échec des plans de restructuration économique conduisant à vider les campagnes.

Section CPDT-COFAL

(1) Nous ne sommes pas sûr du mot à la lecture du manuscrit original.

N.D.L.R.



CHÔMAGE : RAS L'BUS !

Depuis plus de trois mois le comité de chômeurs CPDT a mené une campagne pour obtenir la gratuité des transports pour les chômeurs (cf Le P'tit Rouge N°2). Cette revendication a reçu un accueil très favorable auprès des chômeurs et travailleurs de l'agglomération (plus de 3000 signatures à notre lettre ouverte.)

Port de cet appui nous avons demandé une audience à M. Royer. En effet la municipalité est majoritaire à la SEMITRAT. L'audience fut accordée pour le 13 mars. Entre temps assurance nous était donnée par M. Goguet, adjoint au maire et vice président de la SEMITRAT, que notre revendication serait soumise au Conseil d'Administration. Peu après M. Goguet nous envoyait une réponse négative. Toutefois Mr Royer restait disposé à nous recevoir le 13 mars.

Le 13 mars notre délégation est accueillie sur le parvis de la mairie par un impressionnant dispositif policier. Après tractations 5 personnes seulement sont intraduites dans la maison dite commune.

L'accueil fut rude: monsieur Royer n'appréciait pas le peu de chaleur que mettaient certains de nos camarades à le saluer. Ce fut une véritable leçon de "bonnes manières" quant au "bon ton" à adopter et au bon maintien dans les relations sociales, comme quoi la CPDT est un syndicat malpoli.

Nous étions venus rencontrer Royer Maire, nous sommes en face de Royer Instituteur. Après qu'il nous ait fait la leçon nous sommes venus aux choses sérieuses, c'est à dire l'objet de notre visite.

"M. Royer est contre la gratuité totale, nocive pour le sens civique de ses administrés, fussent-ils privés de toute ressource."

"Il s'oppose également à la généralisation des transports gratuits (comme à Toulouse, Grenoble, Caen) qui n'engendrent que monotomie et tristesse." (sic!)



*Ensuite cette mesure représenterait un manque à gagner qui mettrait en péril le budget de la SEMITRAT (ce qui veut dire que la SEMITRAT profite des chômeurs ce qui est immoral!)

*Ceci dit M. Royer soumettra quand même, à la réflexion du prochain Conseil d'Administration l'étude d'un système similaire à celui en vigueur pour les personnes âgées.

On reconnaît bien là le discours moralisateur et la juste mesure des préoccupations du personnage.

Alors que les chômeurs doivent payer le prix fort pour aller à la recherche de travail, les bus électriques sillonnent la ville. Pour cette expérience de prestige Royer n'a pas hésité à desserrer la bourse alors que les chômeurs doivent se serrer la ceinture.

Les chômeurs continueront l'action pour obtenir la satisfaction de cette revendication. La solidarité et le soutien du plus grand nombre de Tourangeaux dans notre combat est une des conditions de son succès.

Comité de chômeurs CPDT de TOURS

impôt : redistribution !

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République Française.
Palais de l'Elysée
75 Paris 8ème

Monsieur le Président,

Nous, signataires de la présente lettre collective, vous informons de notre décision de choisir nous-même la destination d'une partie de notre impôt.

Depuis plus de 4 ans, nous luttons aux côtés des paysans du Larzac menacés d'expropriation par la décision arbitraire d'étendre un camp militaire. Nous refusons d'assister passivement à l'occupation des terres du Larzac par les chars et les canons d'une armée s'imposant à un peuple hostile qu'elle est pourtant censée défendre.

Nous ne voulons pas que l'outil de travail soit enlevé à une centaine de familles alors que la France compte plus d'un million de chômeurs. Nous ne voulons pas que le Larzac devienne un terrain d'entraînement pour les armes françaises et étrangères.

Nous ne voulons pas que ses champs soient transformés en stand pour l'essai et la démonstration d'armes, en vue d'exportation.



Devant une situation que nous voyons se reproduire de façon analogue et scandaleuse (Canjuers, Pontevault, Braud St Louis, Avon, Vaumail, Fougères, Port la Nouvelle...) nous constatons que les citoyens ont peu de moyens de donner leur avis ou de manifester leur désaccord avec des orientations prises en leur nom par les responsables de la Nation.

Après avoir épuisé tous les moyens légaux à leur disposition les paysans du Larzac ont été obligés d'entrer dans l'illégalité, pour se faire entendre. Une illégalité qui respecte l'homme et qui refuse une collaboration avec l'injustice.

Par solidarité avec eux, nous restons aussi, et consciemment, dans l'illégalité, en refusant au moins 3% de notre impôt, que nous redistribuons en faveur de leur lutte.

En maintenant le décret d'utilité publique, vous manifestez votre destination à mener à tout prix un projet dont précisément l'utilité publique n'a jamais été prouvée.

Face à une telle décision dont les raisons réelles et invouées sont totalement contraires aux intérêts locaux, régionaux et nationaux, nous sommes résolus, pour notre part, à poursuivre notre action de désobéissance civile.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à nos sentiments déterminés.

Actuellement 2000 signataires environ. Plus tous ceux qui renvoient aussi leur livret militaire.

Vous aussi, vous devez participer à cette action. Contactez : Alphonse Girault 189 bis rue de la Fuye 37000 Tours.

TOURS accueille ... les Objecteurs

1 200 luttent contre la militarisation

Durant le week-end des 6-7 Mars, s'est tenu à TOURS le Conseil National des Comités de Lutte des Objecteurs de Conscience (C.L.O.).

Qui sont ces "Objecteurs" ?

"Nous n'en restons pas au simple refus individuel de porter les armes, mais lui donnons toutes ses conséquences en dénonçant le système militaire, reflet et outil du système social en place, dans tous ses aspects : Armée, Défense Nationale, Economie, Santé, Recherche Scientifique..."

Ils mènent donc un combat politique qui dépasse l'élémentaire problème des droits d'expression et de liberté.

En France, ce deux pays qui avait, pourtant, pris un bon départ dans la course pour la liberté, ces droits ne sont même pas respectés.

En effet, en 1972 :

Vu le nombre croissant et la politisation des demandes de statut d'objecteur, le gouvernement élabore le "Décret de Brégançon" qui réglemente le nouveau service civil des Objecteurs : pas de droit de grève, pas de droits politiques ni syndicaux, discipline paramilitaire, affectation autoritaire dans des organismes où les O.C. sont considérés comme une main-d'œuvre docile et bon marché.

Cette affectation autoritaire des O.C. est un pas vers un service civique qui continuerait la mise en condition de la jeunesse au cas où l'anarchisme service militaire serait supprimé.

Face à cette militarisation, 1200 O.C. se sont insoumis et demandent l'abrogation de l'illégal "Décret de Brégançon" ainsi que le libre choix des affectations.

Des "Exilés de l'intérieur" :

Devant cette insoumission massive, le gouvernement ne peut tenter de procès en grand nombre. Pensez donc : 1200 insoumis inculpés = 1200 procès-débat, procès-tribunaux !!!

En France, si on a pas d'énergie, on a de l'imagination. Donc, petit à petit, on va marginaliser "en douceur" ces ré-

fractaires : difficultés pour trouver une place aux PTT, en F.P.A., dans l'Enseignement ; difficultés pour s'inscrire à la Sécurité, à l'Agence pour l'Emploi... Car l'As en règle... sauf avec leur conscience d'homme.



ON AVAIT POURTANT TOUT RÉGLÉ ! ON LES DRESSAIT AU C.E.T. ON LES ABRUTISSAIT A L'ARMÉE, ET ON LES PRESSURAIT A L'USINE !...

Les CLO ont donc décidé de rassembler un maximum d'informations sur ces joues setées en faisant paraître un "Livre Blanc" sur les répressions douces. Ce qui arrive à ces O.C. en pseudo-illégalité, concerne en fait, chacun des opposants au système actuel.

Une volonté de lutte :

A ce Conseil National, qui a montré la maturité de la Fédération des CLO, les O.C. ont réaffirmé leur volonté de donner un caractère incisif à leur lutte collective contre : "l'omni-présence vers laquelle tend l'armée, qui doit lui permettre de prendre en main toutes les structures de la société en cas de soulèvement populaire".

"Notre lutte spécifique ne peut être dissociée de celle des soldats dans les casernes, des insoumis, des déserteurs, face à une armée qui se découvre de jour en jour comme étant le dernier rempart d'une société qui se meurt".

(Vous aussi, procurez-vous un n° d'"OBJECTION", l'organe des CLO : B.P. 3063, 31025 TOULOUSE CEDEX.)

Gaaarrd'à Vous ! Fix !

Démoralisez - vous !!

Oui ! Démoralisons-nous ! Oui, Nous ! Les futurs héros de la der des ders ! Nous, les presque-flambeaux de la Bravoure Française. L'ardeur brûlant au cœur de nos poitrines, ressentons la flamme intérieure de la démoralisation. Braves entre les braves, démoralisons-nous pour la Liberté, pour la Victoire, pour nos Fils, pour la France, pour ... Aaathoum.

Nous tous, qui, pratiquement du jour au lendemain, risquons de passer devant un Tribunal Permanent des For ces Armées. Et croyez-moi, eux, ils la ressentent ... la Fibre Nationale.



Ont-ils tué ? Volé ? Comploté ? Non ! Ils sont simplement inculpés pour avoir rédigé des tracts réclamant l'application d'une liberté inscrite dans la constitution : "Le droit d'association pour tout citoyen". Ils ont estimé que sous l'uniforme, un soldat reste un citoyen.

Plus de 50 inculpations. Des dossiers tellement pleins de ... vide (eh oui !) qu'on arrive pas à les remplir.

A Tours, (c.f. P'tit Rouge n°4) pour s'opposer à cette répression, s'est formé un "Comité pour la Libération des Soldats emprisonnés" (c/o S. Bertrand, Les Bourgettes, 37390 Mettray). Achetez son bulletin (12F.) et vous verrez : vous serez démoralisé ! Même plus la force de lire votre mensuel de contre-information !

Vous y trouverez le texte de l'"appel du comité tourangeau" et surtout des études courtes mais pas piquées des balonnettes sur ce que signifie l'armée, son arsenal répressif ...

-T.P.F.A. (c.f. aussi Th. Aucher, page 9), dans le même série Kakie, la Cour de Sureté de l'Etat et ses potiches ;
-Le pouvoir, les libertés et l'armée ;
-l'armée : rempart de la société libérale.

Donc des infos sur la réalité intrinsèque de l'armée.

Rompiez !

Plus d'un mois sans bouffer ...

Y avez-vous seulement Pensé ?

THIERRY AUCHER FAIT LA GREVE DE LA FAIM DEPUIS LE 20 FEVRIER.

Thierry, inconnu au système militaire depuis le 2 Juin 75. (date de son 1er ordre de route) est photographe, originaire du monde rural, âgé de 20 ans. Après avoir écrit en 74 au Ministre de la Défense son intention de refuser l'armée. Il refuse le statut d'objecteur de conscience, qui ne correspond pas à ses convictions.

En Oct. 75, avec 7 non-violents, il s'enchaîne au Palais de Justice de Tournai pour attirer l'attention sur les Tribunaux Permanents des Forces Armées (T.P.F.A., c.f. P'tit Rouge n°1), qui sont une injure à la Déclaration des Droits de l'Homme. Le 9 Janv. 76, il assiste à une séance du T.P.F.A. de Rennes. Ce qu'il voit le révolte ; il se lève pour dire "votre justice, tout cela est scandaleux" ; il n'est pas arrêté. Le 13 Janv. il se rend à la caserne Mennier de Tournai pour connaître sa situation exacte. On lui affirme sans rire qu'il devrait "être pendu ou fusillé". Finalement recevant un 2ème ordre de route, il arrive le 20 Fév. à hont de Marsan où il commence une grève de la faim illimitée.

Il est incarcéré au camp de Souges où, par 3 fois il refuse l'uniforme. Comme il persiste dans son jeûne, le 25 Fév. on le conduit à la maison d'arrêt de Gradignan où on l'isole. Il reste allongé, refusant chaque jour les 3 repas. Son courroux a été bloqué pendant plusieurs jours. Il commence à le recevoir, quand, le 10 Mars, on le transporte à l'hôpital militaire pour le placer sous perfusion. Physiquement très affaibli, il garde bon moral.

Mais POURQUOI un tel geste ?

"Pour raison de NON-VIOLENCE". "Mes motivations sont d'ordre spirituel, moral, économique et politique" écrit-il dans sa "Lettre à ceux qui veulent bien l'entendre".

ECONOMIQUE et MORAL : "il est inacceptable qu'on trouve logique de chercher des moyens s'entretenir plutôt que d'aider à survivre ceux qui n'ont rien. N'oublions pas ce prochain du Tiers-Monde. C'est nous qui sommes responsables de sa misère par la colonisation, lui ayant volé ses matières premières, désorganisé son mode de culture qui le préservait des famines, détruit ses structures sociales... Maintenant ces pays préfèrent nous acheter des canons au lieu de charnières. Je refuse de cautionner ces ventes d'armes, principales bases de notre niveau de vie".

SPIRITUEL : "Les Iers chrétiens savaient l'incompatibilité de l'armée avec la recherche spirituelle. Ma conscience est mon seul guide. Je ne me soumettrais en aucun cas à une quelconque forme de violence. Rien que pour cela, je refuse de me rendre complice de l'armée, quelle cause qu'elle défende".

POLITIQUE : "Il est de plus en plus clair que l'armée est plus préparée pour mater la éventuelle révolte populaire, protégée

geant ainsi le système en place (voir les thèmes des manœuvres). Les véritables tyrans de ce monde sont les sociétés multinationales (ITT a fait assassiner la démocratie naissante du Chili pour voler le cuivre à un prix de misère)".

"Mon refus de l'armée est à replacer dans un refus global de la violence et du système qui la suit obligatoirement : recherche du profit comme but, de la violence comme moyen et oubli de son frère comme conséquence. Je ne me polarise pas sur l'armée, mais c'est à elle que je me trouve directement confronté. C'est nous tous, qui sans exception, en nous résignant, sommes complices de l'insupportable".

Face à tout cela, les Déportés, Résistants, et Combattants Volontaires "adjurent les Français de ne pas se laisser détruire moralement". Puisse les ex traits ci-dessus (trop courts, demandez le reste au Comité de Soutien) compléter le peu d'informations fournies par la presse locale sur le fond du problème.

A.V.

écrivez - lui ...

L'action de Thierry des tribunaux d'exception qui entourent le T.P.F.A. mais à lui

TOURNAI : vaste campagne de pétitions, de lettres au Ministre de la Défense, Juge d'Instruction, Président de la République... Défilé en ville banderole sur le Palais de Justice, occupation de la cathédrale par des jeûneurs. 7000 tracts distribués.

POITIERS : renvoi de livrets militaires.

BORDEAUX : marche silencieuse sur l'hôpital, demande d'audience aux militaires... Ils ont muré le mur du T.P.F.A. local et y ont apposé une banderole : "Fermé pour cause d'insécurité publique!"

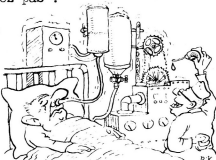


est suivie par 3 Comités de Soutien qui divulguent la réalité (TFPA, Cour de Sûreté), qui veulent briser le mur de silence sujet tabou et rappelle que Thierry ne cherche pas à fuir montrer son vrai visage.

Donc beaucoup d'interventions traditionnelles, des actions originales, même humoristiques. Le tout mené dans une atmosphère de calme et recherchant le contact avec le public fort intéressé d'ailleurs.

Ce combat ne peut laisser indifférent puisque, nous aussi, nous pouvons comparer de vant ces tribunaux (pour grève, absence au travail... c.f. les textes de loi). Que coûte une lettre au Juge d'Instruction ? Alors, n'hésitez pas !

Après, prenez contact avec le comité de soutien tournageau : P.T. Bonneau Gare de Drury 37190 Azay le Rideau.



UNE ALTERNATIVE à la Défense Armée.

Une défense est nécessaire, mais ...
L'armée nous défend-elle vraiment ?

L'efficacité de la défense armée reste à prouver. Sur les 5 agressions armées que la France a subies depuis 1800, dans aucun cas la défense armée n'a pu repousser l'agression sans provoquer une hécatombe (1.390.000 morts et 740.000 mutilés en 1914-1918).

A son efficacité douteuse s'ajoute un lourd passif : course aux armements, dépenses exorbitantes interdisant de régler les vrais problèmes, multiplication des guerres locales, risque de guerre mondiale nucléaire, risque de voir l'armée se retourner contre le peuple qu'elle est censée défendre (Biafra, Pakistan, Chili...). Certes, des militaires refuseraient d'être employés contre la population. Mais une fois la machine militaire en marche, les volontés individuelles n'ont plus beaucoup de poids).

La défense armée : seule possible ?

Plusieurs fois des peuples ont défendu leur vie et leurs droits sans armes, par les seuls moyens de désobéissance civile, non-coopération, obstruction civile. Il se sont souvent mieux protégés que d'autres par les armes.

Durant la 2ème guerre mondiale, alors que partout les Juifs étaient massivement déportés, les seuls pays où les nazis se soient heurtés à une résistance efficace sont le Danemark où seulement 48 Juifs sur 7.800 sont morts en déportation. Et la Bulgarie où aucun Juif n'a été déporté. Les populations avaient choisi une résistance non-violente.

En Norvège, sous le gouvernement de collaboration, la résistance non-violente a interdit aux Allemands de réaliser le système d'éducation qu'ils voulaient instaurer.

C'est par une résistance non-violente que l'Inde a été le 1er pays décolonisé après la 2ème guerre mondiale.

C'est par des actions non-violentes que les Noirs américains ont obtenu leurs droits civiques.

En Californie, actuellement, les travailleurs mexicains tiennent ainsi, tête avec succès aux tout-puissants trusts agricoles.

En 1968, les Tchèques utilisant spontanément les méthodes non-violentes ont pu retarder l'application de la "normalisation".

En France, de la même façon, les paysans du Larzac s'opposent à l'expulsion et à la stérilisation de leurs terres, suscitant une solidarité sans précédent.

Défense non-violente ou défense armée ?

Ne serions-nous pas mieux défendus en assurant nous-même notre propre défense par les moyens de la non-violence active qui nous permettrait de lutter efficacement et dans le respect des personnes, contre une agression étrangère comme contre une éventuelle dictature intérieure ?

Sur ce sujet, il est peu probable que la T.V. nous offre une information objective.

Un groupe de civils et de militaires ont publié une étude sur la Défense Non-Violente (D.N.V.). Après une remise en question de l'armée et des diverses formes de défense (nucléaire, classique, populaire armée), cette étude montre, à partir d'exemples précis, ce que pourrait être une D.N.V. autogérée par la population elle-même. Son adoption progressive pourrait favoriser le déblocage nécessaire à son application, en nous donnant de véritables moyens d'action contrôlables par la base et donc de véritables pouvoirs.

(Armée ou Défense Non-Violente, SF à Combat Non-Violent B.P. 26 71600 La Clayette)

annonces

PETITES & GRATUITES
(ce qui n'empêche pas les dons !)

P.R.T 1: Objecteurs de conscience en service civil de lutte sur chantiers autogérés souhai- taient: machines à écrire, chauffe-eau, gazinière, le tout en excellent état. Exigeants, va!

s'adresser au journal.

P.R.T 2: Pour améliorer les conditions de travail des poivrots du p'tit rouge: on demande tables, chaises, planches, lino ou balatum, peinture blanche. A vot' bon coeur m'sieurs dames.

s'adresser au journal.

P.R.T 3: Pour un copain en difficultés: frigo environ 125 litres, maxi 150F.

Enfin une annonce pas charitable !

s'adresser au journal.

P.R.T 4: développements et tirages de vos photos (noir et blanc) moitié prix ou ailleurs, les bénéfices éventuels iront dans la caisse du p'tit rouge.

s'adresser au journal.

P.R.T 5: On cherche une vitre format: 28,5 X 46 cm.

s'adresser au journal.

étranger

ESPAGNE

L'exécution de 5 militants antifranquistes le 27 septembre dernier fut à la base de la création du collectif Espagne qui, depuis lors, se donne pour but:

- d'assurer une information constante sur le problème de l'Espagne par des tracts divers bulletins, films et débats.
- d'organiser un soutien massif à l'Espagne en lutte face à toute nouvelle tentative d'assassinat (les assassinats de Vitoria prouvent que ce soutien est plus que jamais nécessaire).

Le collectif appelle toutes les personnes et organisations à se joindre à lui pour:

- la libération de tous les prisonniers politiques,
- l'amistie qui réclament tous les peuples d'Espagne.

- contre la complicité des gouvernements européens avec le régime de Juan Carlos
- contre la dictature nouvellement implantée par le digne successeur de Franco

REUNION DU COLLECTIF : TOUS LES LUNDIS
A 20H.30, FACULTE DES LETTRES.

Collectif ESPAGNE.

SAHEL

10 heures pour le Sahel, les 10 et 11 Avril à Ballan, école Jean-Moulin.

Conférences, carrefour, débats: "Relations actuelles Pays-riches-Pays-pauvres", "Choix Politiques" avec Mr. Kamitatu, zairais, spécialiste des problèmes du développement.

Projection du film: "Battu d'avance". Allez-y, c'est gratuit et vous n'aurez pas cela à la T.V.

AFRIQUE DU SUD

Apartheid, vous connaissez ?

Le 27 Avril (normalement) Salle Balzac à Tours: "La Fin du Dialogue" (l'oppression des travailleurs noirs d'Afrique du Sud).

Organisé par le Collectif Anti-Outspan dans le cadre d'une campagne d'information sur les luttes de ce peuple contre l'apartheid et sur les liens privilégiés que le gouvernement français entretient avec le régime d'Afrique du Sud.

ECOLOGIE
QUAND TU NOUS
TIENS

Y'a plusieurs copains et copines qui souhaitent faire un groupe écologique sur Tours.

Mais ils ne veulent pas être "locomotive" aussi chaque personne de ce groupe doit y prendre une part active. Les intéressés peuvent me contacter au p'tit rouge, voir Elisabeth à R.L.V. (118 rue Michelet) ou Vincent Clémot au C.B.S.A.

On compte sur vous, merci. ECOLO



En vente au local:

- Champ Social
- Impasscience (N° Spécial: Les Maths)
- Tankonalaçant
- Quel corps

CHAMP SOCIAL N° 19 résume toutes les luttes en cours dans le secteur social (Marseille, Nantes, MJC parisiennes, etc.) Un débat sur les structures de lutte dans le travail social est ouvert dans la revue avec des contributions du CNP (Collectif National Prévention), du GITS de Provence, individuelles etc. Il y a aussi un article sur l'histoire du travail social depuis la première loi d'assistance du 30 juin 1938.

IMPASCIENCE
15 francs
4/5



La revue se veut le moyen pour que « la critique collective de la science dépasse le milieu restreint à l'université, des chercheurs enseignants et étudiants scientifiques qui n'ont ni le monopole de la production scientifique et technique aujourd'hui, ni la possibilité à eux seuls de transformer leurs critiques en pratiques politiques nouvelles ».

Au sommaire du numéro, Les maths, paroles de gosses, les mathématiques modernes et le spectacle de la science, le vrai faux/le faux vrai: problème de l'enseignement, réflexion d'un prof de maths, maths et physique, le sexe et la mathématique...



OU J' ME TROUVE ?

FOUDETTE

*La Guignière

St CYR/LOIRE

*Centre Commercial Les Ormeaux

JOUE LES TOURS

*Maison de la Presse Pl. Gal Leclerc

*rue de la Plaine

*Centre Leclerc L'Alouette

CHARENTAIS

*C A T S

S'AVERTIN

*15 rue de Rochepinard

TOURS SUD

*Centre commercial de Montjoyeux

*Les Fontaines Station Total

*Centre commercial de Rochepinard

SUPPÈRE

*Centre commercial de la Rabaterie

*74 av de la République

TOURS NORD

*41 av. de la Tranchée

*14 av. de la République

*88 av. Maginot

Centre commercial Chateaubriand

*Centre Commercial de La Petite Arche

TOURS CENTRE

*Librairie Franco anglaise

*Le P'tit Faucheur

(la liste des kiosques de Tours, le mois

prochain)

UN GROS P'TIT
ROUGE ...
UN GROS Z'EFFORT

Après 2 numéros de 8 pages le P'tit Rouge reparait ce mois ci sur 12 pages. Oh ce n'est pas que les finances soient en hausse ou que nous ayons trouvé un généreux mécène. Mais 12 pages nous permettent le minimum pour rendre compte de ce qui se passe en Touraine et pour permettre l'expression de tous ceux qui ont besoin de se faire entendre. Alors on a raclé les fonds de tiroir, retourné les poches et en route pour le 12 pages.

Seulement la situation est toujours précaire. Aussi si vous pensez que le P'tit Rouge doit continuer aidez nous.

Abonnez vous! Faites le connaître autour de vous! Aidez nous à le diffuser!

Vous êtes tous les bienvenus au local pendant les permanences (le samedi de 15h à 17h). En plus du P'tit Rouge vous y trouverez en vente certaines revues.

Quant à la vente en kiosque, nous souhaitons pour limiter les invendus, la res-treindre progressivement à quelques points précis. Nous vous signalerons régulièrement ces points de vente.

DIS-MOI OU TU VAS CE SOIR ?



presque tous
les programmes

au Beffroi

Chansons

*André Serrano (jeudi 8 avril)
*Jonathan (jeudi 29 avril)

2ème Festival du Film Fantastique

(samedi 10 et dimanche 11)

*Le sous marin de l'apocalypse
*Point limite
*Le fils de Frankenstein
*Je t'aime, je t'aime
*Dracula, prince des ténébres
*Games diables à 3
*Les fraises sauvages

Cinéma

-De la veine à revendre (9-4-76)
-Le ciel est à vous (14-4-76)
-Max et les ferrailleurs (16-4-76)
-J'ai le droit de Vivre (23-4-76)
-Tartuffe de Murnau (28-4-76)

aux Studios

Au STUDIO IV : Vendredi 23 AVRIL à 22 h
et Samedi 24 AVRIL à 22 h

"LE GRAND CONCILITABULE" n'est pas un film, mais un spectacle qui associe un conteur et un monteur d'images. Ces images sont fixes et dessinées par Jean-Yves Barrière, le texte écrit et lu par Pierre Halot. LE GRAND CONCILITABULE, bande dessinée et ses traits sur le mode satirique, d'un fantastique assez quotidien où se reconnaissent des hommes de pouvoir bien réels.

L'OREILLE QUI VOIT
cortès à voir et à entendre
pour l'oreille pierre balet
pour l'œil Jean Yves barrière



le grand concilicabule

Semaine du 20 au 25 avril

Studio : 22h Silent Running
20h Une femme est une femme (Godard)
Mini : 15h 20h 22h Le manuscrit trouvé à Saragosse
Studio IV : Nationalité immigré
Studio III : 21h30 Le meilleur des mondes possibles
20h Bananas (Woody Allen)

Semaine 27 avril au 2 mai

Studio : 22h Gros plan
20h La grande bouffe (M. Ferreri)
Mini : 15h 20h 22h Travail occasionnel d'une esclave
Studio IV : Primate
Studio III : 22h Pink Narcissus
20h L'histoire d'Adèle H. (Truffaut)

Au Studio IV (mard. mercred. 20 h)
C.N.P.

*Au nom du père (6-7 avril)
*Joli mai (13-14 avril)
*La sorcellerie à travers les âges (20-21 avril)
*Solo (27-28 avril)

AVIS

Aux MJC, Cins-Clubs, RJT, Artistes, Comités divers ...
On aimerait bien recevoir vos annonces de spectacles ou de réunion avant le 15 de chaque mois.
Pensez qu'elles seront lues par 500 personnes. Ce n'est pas négligeable et vous aiderez à ce que cette page soit la plus complète possible.
Une lettre, un timbre, une enveloppe, c'est moins cher qu'un P'tit Rouge au zing, bon sang !

Courant AVRIL, Tours recevra la visite de GARY PETERSON. On n'a pas le lieu ni la date exacte, mais il y aura des affiches. Peterson, c'est un monsieur qui n'est pas assez connu, mais qui fait des trucs très chouettes avec une guitare acoustique. Il a déjà fait quelques disques qu'on peut trouver en fouillant un peu. Alors, restez à l'écoute, d'autant que ça ne sera pas cher. Il serait dommage que la poignée de fous qui essaient de faire des spectacles différents se cassent la figure faute de fric !

LITTLE RED

L'Age d'Or - Le Théâtre du Soleil

Les 26, 29 et 30 avril (sous chapiteau, au parc des expositions)

-Location pour les groupes (10 personnes et plus) au Centre Dramatique de Tours du 6 avril au 21 avril : 15 F.
-Location pour les individus, aux guichets du Grand Théâtre à partir du 22 avril : 30 F ;

On n'en finira pas de parler de l'Age d'Or, joué par les comédiens d'Ariane Mnouchkine, tant il est vrai que ce spectacle est un événement historique, c'est-à-dire en rupture avec le mode habituel de production de spectacles et de travail théâtral. On est cette fois en présence d'un authentique théâtre populaire.

Populaire d'abord par les conditions mêmes de sa production : coopérative ouvrière, travail totalement collectif, contact permanent, au niveau de la création avec les travailleurs, associés à l'élaboration du spectacle. Populaire aussi par ce qu'il nous dit - les luttes quotidiennes, le monde social quotidien, les faillies du système, et par le style de jeu dans lequel il nous le dit : un jeu lisible pour tous, comme est le jeu masqué, parce que c'est un jeu - grand -, volontairement outré, qui grossit les gestes et les pousse à l'extrême, un jeu reposant sur un système de convention qui est celui des clowns, de Charlot, de la Commedia dell'arte, ou du théâtre chinois. Or il est probable que le théâtre le plus authentiquement populaire est aussi le plus authentiquement traditionnel. Ce jeu qui installe une distance par rapport à notre époque contemporaine, qui donne toute sa richesse à l'effet d'éloignement, dévoile, découvre au spectateur, dans le quotidien même, l'étrange, l'inhabitable, comme le voulait Brecht. Il amène le spectateur à s'étonner de ce qu'il croyait connaître, à regarder avec des yeux neufs, et grands ouverts, le réel. Cette prodigieuse transmutation poétique du réel quotidien nous amène à découvrir dans leur profondeur les phénomènes du monde social qu'on nous a fait. L'Age d'Or nous réconcilie avec le théâtre.

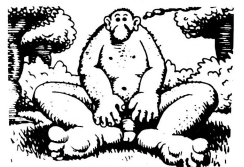
(P.H. 12/10/75) G. S.

à la MJC de Joué

Imago (27 avril, sous réserve)

Anne Sylvestre, le 28 avril.
..Soit à l'Olympia, très beau, très cher !
..Soit à la MJC de Joué, aussi beau, mais tellement moins cher !

Du 29 mars au 3 avril, le Plan d'Occupation des Sols de Joué, présenté à la MJC.
Avec chaque soir un film expliquant ce qu'est un POS, et 2 débats, les 31 mars et 2 avril. Allez tous et apportez vos critiques.



LA LUTTE



EST FÊTE



Quand les Travailleurs sont en lutte leur vie échappe au contrôle de la machine et du patron ; et c'est eux à nouveau qui décident de leur propre vie.

Quand les Travailleurs sont en lutte, ils ne sont plus divisés, cloisonnés, ils se parlent, ils s'entraident.

Quand les Travailleurs sont en lutte, ils prennent contact avec d'autres lieux, d'autres gens, ils agrandissent leur horizon.

Quand les Travailleurs sont en lutte ILS FONT LA FÊTE.

Pour en être sûr, passez donc 24 heures avec un piquet de grève, c'est pas un endroit où l'on s'ennuie.

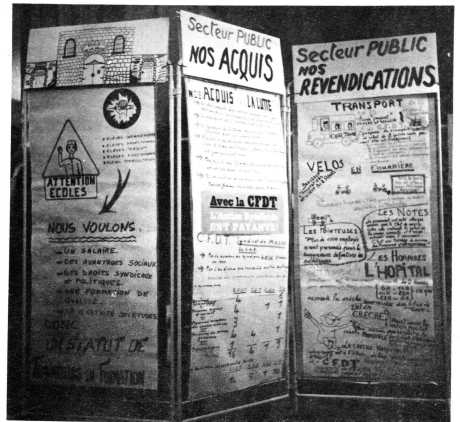
participer à une belle manif, c'est pas un endroit morose renversé à 68, à 36 pour les anciens - C'était triste ?



LA FÊTE



EST LUTTE



Quand les Travailleurs perdent (ça arrive) ils rentrent avec le regret d'une fête qui n'a pas tenu ses promesses, - "La prochaine on la préparera mieux."

Quand les Travailleurs gagnent (c'est plus fréquent) ils rentrent avec le chaud souvenir d'une fête réussie en pensant déjà aux autres plus belles...

TAKETE C.F.D.T. (extrait de "TOURS EN LUTTE", spécial fête)

